

QUADRATURE LIBANAISE : LE RISQUE D'UN COUP D'ETAT !

L'ENVERS DES CARTES

Curieuse époque : on est passé des « réseaux sociaux », autrement dit « réseaux numériques », aux « médias sociaux », paroxysme de *novlangue* qui signifie tout simplement le contraire de ce qui est prétendument avancé. Toujours est-il que les « médias sociaux » s'imposent désormais comme des vecteurs dominants d'influence, de propagande et de désinformation, tandis que se lèvent toutes les croisades improbables pour lutter contre les « Fake News », comme si l'erreur et l'idéologie commençaient une nouvelle existence... La belle affaire !

Et ces « évolutions » à marche forcée sont d'autant plus démonstratrices qu'elles prétendent donner sens aux révoltes internationales, qui de Santiago à Beyrouth, en passant par Haïti, Bagdad, La Paz, Paris ou Téhéran, ramènent à la question sociale, profondément sociale.

Mardi dernier, il fallait voir la jubilation de la bande de bobos, qui refait quotidiennement le monde en « *28 Minutes* » pour *Arte* : mettre en accusation « le régime des mollahs », sans aucune espèce de nuance informative, sinon critique. Pensez : Internet a été coupé ! C'est bien la preuve qu'il se passe les choses les plus horribles dans ce pays, conformément aux affirmations de *Human Right Watch*, *Amnesty International* et d'autres... A une époque pas si lointaine, *Arte* avait au moins la décence d'inviter de vrais experts comme Bernard Hourcade ou François Nicoullaud. Désormais, la chaîne franco-allemande s'en tient à donner la parole à des opposants déclarés – clairement militants – dont l'unique légitimité est d'être d'origine iranienne. Être ou ne pas être ? reste une question, mais certainement pas l'infaillible marqueur d'une honnêteté journalistique minimale !

La jubilation d'*Arte* était d'autant plus complète qu'il s'agissait d'énumérer, avec la plus grande admiration, des révoltes qualifiées d'« anti-iraniennes », de Bagdad à Beyrouth jusqu'à l'apothéose finale des émeutes de Téhéran : « l'arc chi'ite a été secoué... Son avenir est durablement compromis... ». Et dans cette affirmation sans contre-champ, servie comme la plus incontestable des analyses géopolitiques, le Liban tient une place particulière, sinon centrale. En effet, c'est par le Liban – si cher à la France éternelle – que viendrait le salut. Mais quel salut ?

DES INCENDIES AUX NOUVELLES TAXES

A la mi-octobre, plus d'une centaine d'incendies ont ravagé des centaines d'hectares de forêts et de cultures, ainsi que plusieurs zones d'habitation dans le Chouf – massif d'Iqlim al-Kharroub – et au sud de Beyrouth dans la région de Damour, le feu s'étant approché dangereusement de l'Université Rafic Hariri et de l'école du Carmel Saint-Joseph qui ont dû être évacuées. Plusieurs victimes ont été déplorées. Colère de la population : les quelques hélicoptères équipés de réservoirs anti-feu sont restés cloués au sol, la maintenance des appareils n'ayant pu être assurée. Pourtant régulièrement versés, les fonds publics destinés à l'entretien de ce dispositif ont disparu sans laisser de trace.

Ajouté à la crise des ordures non ramassées depuis plusieurs années, aux coupures régulières et croissantes d'électricité, à l'augmentation des coûts de la santé et de l'éducation, un nouveau scandale a exacerbé les tensions : la disparition des allocations de la Banque de l'Habitat, destinées à favoriser l'accès à la propriété des foyers les plus défavorisés. Ambiance !

Dans ce contexte des plus volatiles, le ministère des Télécommunications annonce la création d'une nouvelle taxe ciblant les utilisateurs de téléphonie gratuite du type « WhatsApp ». Brillante idée : sachant que la population libanaise compte environ 4,5 millions d'habitants pour une diaspora qui en dénombre plus de 15 millions et que les Libanais passent leur temps, accrochés à leur téléphone comme un sport national, cette décision a, bien évidemment mis le feu aux poudres !

Cet empilement de difficultés sociales quotidiennes et de ressentiments exacerbés s'est traduit par une spectaculaire mobilisation populaire (la plus importante depuis la fin de la Guerre civile 1975/1990) dans les rues de Beyrouth, depuis le 17 octobre. Les manifestants – des jeunes de toutes confessions (beaucoup de femmes des quartiers populaires), mais aussi des membres des classes moyennes de tous âges – se sont installés sous des tentes à proximité du Sérail et du Parlement, dénonçant la corruption de l'ensemble de la classe politique, appelant à un « changement radical de système » (institutionnel, sinon constitutionnel s'entend) et à la fin du clivage confessionnel, les noms des grands profiteurs étant publiquement conspués.

Au-delà de cette première phase d'une « mobilisation affective/réactive existentielle », qu'on peut qualifier de « mouvement social » classique, similaire à ce qui s'est passé au Chili, en Haïti, en Irak, en Indonésie, en Haïti et ailleurs, les jours qui ont suivi ont vu une transformation du mécontentement en une deuxième séquence plus « politique » : démission du Premier ministre Rafic Hariri et dissolution du gouvernement. A partir de là, le mouvement s'est centré sur le mandat du président Aoun et son alliance avec le Hezbollah. A partir des trois premières années de son mandat, on a voulu faire porter au général la responsabilité de plus de trente ans de corruption et de gestion d'une économie de rente « dollarisée » sous tutelle de Washington.

LES « AIDES » AMERICAINES

Dans ce contexte, quatre évolutions retiennent l'attention : 1) il y a six mois les pays européens critiquaient Donald Trump pour avoir déchiré un accord sur le nucléaire iranien jugé conforme à la sécurité du Vieux continent. Aujourd'hui, les mêmes accusent Téhéran de ne plus respecter ce même accord. C'est un comble ! ; 2) En Irak, la lecture des manifestations populaires est essentiellement qualifiée de révolte contre le « pouvoir allié de Téhéran », voire comme un « mouvement anti-iranien » ; 3) la presse libanaise du « 14 mars » (anti-gouvernementale, dont le quotidien francophone *L'Orient-le-Jour*) accuse essentiellement le Hezbollah chi'ite – qualifié de « relais de Téhéran » – d'être à l'origine de la crise actuelle ; 4), enfin, en Iran même, Washington se réjouit publiquement des manifestations se multipliant pour protester contre la cherté de la vie, consécutive à la prorogation des sanctions économiques.

Si la compréhension des révoltes libanaises ne peut se réduire à la seule manipulation américaine, de nombreux observateurs témoignent avoir identifié, au cœur des rassemblements, des distributions massives de parapluies, drapeaux et tracts aux couleurs du Pays du Cèdre, ainsi que des camions diffuseurs de Wifi au service des protestataires,

reproduisant ainsi les vieilles méthodes des « ONGs », en première ligne durant les anciennes « révolutions de couleurs »¹.

Des représentants de l'ambassade des Etats-Unis ont été formellement identifiés au sein de ces dispositifs, de même qu'auprès des « envoyés spéciaux » des chaînes de télévision du « 14 mars » (droite et extrême-droite) – *MTV, LBC* et *Al-Jadid* – favorables au renversement du gouvernement actuel. Vieille histoire...

Le 8 juin 2010, devant une commission du Sénat, Jeffrey D. Feltman, alors assistant de la Secrétaire d'Etat américaine, responsable des affaires du Proche-Orient et Daniel Benjamin, coordinateur de la lutte anti-terroriste, concluaient ainsi leur intervention : « les Etats-Unis continuent à prendre très au sérieux les menaces que le Hezbollah fait peser sur les Etats-Unis, le Liban, Israël et l'ensemble de la région. Nous avons déployé de grands efforts diplomatiques et une aide matérielle pour réduire cette menace... ». Ils détaillent l'aide directe apportée par les Etats-Unis aux organisations libanaises qui luttent contre le Hezbollah : « les Etats-Unis fournissent une assistance et un appui à tous ceux qui, au Liban, travaillent pour créer des alternatives à l'extrémisme et réduire l'influence du Hezbollah auprès de la jeunesse. (...) A travers l'*USAID* et la *Middle East Partnership Initiative* (MEPI), nous avons contribué depuis 2006 à hauteur de plus de 500 millions de dollars à cet effort. Cette assistance substantielle représente l'une des facettes de notre soutien inaltérable au peuple libanais et à l'instauration d'un Liban fort, souverain, stable et démocratique. Depuis 2006, notre aide totale au Liban a dépassé le milliard de dollars. Si nous laissions tomber les millions de Libanais qui veulent un Etat représentant les aspirations de tous les Libanais, nous créerions les conditions par lesquelles le Hezbollah pourrait remplir le vide et devenir encore plus fort ».

A l'époque, dans le quotidien libanais *Al-Safir* du 29 juin, Nabil Haitam affirmait qu'une liste de 700 noms de personnes et d'organisations ayant bénéficié de l'aide américaine circulait, et que certains avaient reçu des sommes comprises entre 100 000 et 2 millions de dollars. Le journaliste s'interrogeait : « quelles clauses du code pénal ces groupes ou personnes ont-ils violées ? Est-ce que contacter ou agir avec un Etat étranger, et travailler avec cet Etat en échange d'argent à une campagne visant l'une des composantes de la société libanaise – une campagne qui pourrait avoir déstabilisé la société -, est légal ? ».

JEFFREY FELTMAN REMET LE COUVERT

Le 19 novembre dernier, Jeffrey Feltman – qui fut ambassadeur des Etats-Unis au Liban du 20 août 2004 au 1^{er} août 2008 – intervient devant la *Brookings Institution*. Il confirme l'aide apportée à l'armée libanaise et la constitution d'un front anti-Hezbollah. Morceaux choisis cités longuement, puisque tellement édifiants en termes d'ingérence :

« Les résultats des manifestations pourraient affecter les intérêts américains de manière positive ou négative. Le Liban – un pays minuscule – affecte les intérêts américains de manière considérable. Le plus évident est la projection par l'Iran de son rôle régional pervers dans le cadre d'une de ses plus grandes réussites : l'organisation terroriste du Hezbollah avec ses capacités avancées pour menacer Israël et d'autres alliés des États-Unis (...) La stabilité générale du Liban est dans notre intérêt ».

Il se réjouit des manifestations actuelles : « aussi frustrant, nécessaire et compliqué que puisse être le Liban, nous devons jouer le jeu à long terme et ne pas permettre à l'Iran, à la Syrie, à la

Chine ou à la Russie d'exploiter notre absence. Les manifestations en cours au Liban coïncident heureusement avec les intérêts américains ».

Plus loin Jeffrey Feltman confirme les efforts américains pour gagner l'armée libanaise : « pendant des années, les États-Unis ont tenté d'inciter les Libanais à se rendre compte que le Hezbollah et ses roquettes constituaient un danger de guerre avec Israël plutôt que de fournir une protection contre Israël. La réaction rhétorique et physique du Hezbollah aux manifestations en cours, risque de réveiller davantage de Libanais, y compris les Chi'ites, réaction indispensable pour miner la popularité du Hezbollah, face à cette triste réalité. Les manifestations en cours sapent également de manière constructive le partenariat entre le Hezbollah et le Courant patriotique libre (CPL) du président Aoun et de son gendre, le ministre des Affaires étrangères Gibran Bassil (...). Nous devons penser à plus long terme. En général, les officiers des forces armées libanaises, qui protègent leur indépendance, savent à quel point les capacités et le professionnalisme de l'armée se sont améliorés grâce à une formation et à un équipement moderne fourni par les États-Unis. Le public libanais commence, aussi à le reconnaître ».

Sur le plan économique, Jeffrey Feltman engage les autorités libanaises à une poursuite de la privatisation, à une meilleure intégration de l'économie du pays dans les mécanismes internationaux de l'ultra-libéralisme : « une économie libanaise dysfonctionnelle pourrait forcer un changement de direction. Bien que les manifestations se soient concentrées sur les problèmes immédiats d'emploi, de déchets et de services, elles se déroulent dans le contexte d'une crise financière imminente. Avec l'un des ratios dette/PIB parmi les plus élevés au monde – dépassant les 150% – le Liban est depuis longtemps au bord d'un désastre financier. La capacité du système bancaire à mettre en œuvre une ingénierie financière intelligente pour empêcher une chute rapide de la falaise semble avoir fait son temps. Avec le resserrement des restrictions de visas pour l'Europe et les États-Unis et la diminution des possibilités d'emploi dans les États du Golfe, le débouché traditionnel des jeunes Libanais – les emplois (et éventuellement l'émigration) à l'étranger – a perdu son pouvoir de dégager de grandes quantités de fonds étrangers à destination de l'économie libanaise. Mais le vrai problème est la stagnation économique persistante. La dette peut être gérée dans un environnement de croissance économique. Le PIB du Liban, même avant les manifestations actuelles, ne devait augmenter que de 0,02% cette année en termes réels. La privatisation des actifs de l'État – télécommunications, électricité – pourrait générer des revenus si l'on pouvait faire confiance aux programmes de privatisation et améliorer les services à long terme. Et une gouvernance crédible et transparente, où le bien public plutôt que l'intérêt personnel motive le leadership politique, peut certainement contribuer à des améliorations économiques. Une différence significative proviendrait des nouveaux investissements et du retour des touristes, des entreprises et des dépôts financiers du Golfe arabe (...). Plus précisément, les investisseurs et les touristes ne reviendront pas en nombre suffisant tant que le Hezbollah pourra, sur un coup de tête, entraîner le Liban dans la guerre, sans référence à l'opinion publique ou au contrôle du gouvernement ».

Il estime que la fin de l'année 2019 « constitue un tournant pour le Liban » dont « les États-Unis peuvent influencer le résultat » : « mais comme nos intérêts nationaux et ceux de nos alliés régionaux seront affectés par ce qui se passe au Liban, nous avons la responsabilité de clarifier nos propres vues par notre action et par nos paroles. Les Libanais méritent de comprendre pleinement quelles sont les implications et le soutien économique ; qu'ils dépendent du choix des Libanais eux-mêmes, y compris de la composition du prochain gouvernement du Liban. Oui, nous sommes prêts à défendre le Liban, mais avec la population

libanaise. Si le gouvernement libanais aborde enfin les questions de gouvernance et de responsabilité, la communauté internationale peut y répondre ; si le gouvernement renoue avec son tropisme habituel, nous ne serons pas en mesure de mobiliser un soutien économique suffisant pour éviter l'effondrement ».

Il ajoute : « avec les manifestants appelant à un gouvernement technocratique plutôt que politique, nos messages publics peuvent mettre en exergue l'attente d'un nouveau gouvernement libanais. Si celui-ci recherche un soutien international, il devrait effectivement et immédiatement répondre aux aspirations du peuple libanais au sujet de la réforme. Bien que ces décisions leur appartiennent, les Libanais, qui ont longtemps vécu avec complaisance dans la contradiction de l'auto-identification à l'Occident tout en hébergeant une filiale terroriste iranienne, doivent comprendre les implications de la voie qu'ils ont choisie. Lors des précédentes crises financières au Liban, les États arabes du Golfe ont transféré temporairement leurs dépôts en devises à la Banque centrale libanaise afin de constituer des réserves ; cela pourrait être répété. Les États-Unis, ainsi que la France et d'autres pays, peuvent favoriser des décisions, avec les institutions financières internationales, en faveur d'un appui au Liban ».

Ultime avertissement : « avec les bonnes personnes et les bonnes politiques en place, un nouveau gouvernement libanais pourrait enfin mettre en œuvre les réformes susceptibles de déclencher la libération d'un programme d'assistance reformulé de 11 milliards de dollars annoncé lors d'une conférence internationale à Paris en 2018. Ces mesures donneraient aux responsables libanais un bref répit, alors qu'ils promulguent des réformes – promises depuis longtemps qui n'ont jamais été mises en œuvre et qui sont maintenant exigées par la population – pour assainir durablement les finances du Liban et promouvoir la croissance économique. Mais compte tenu des efforts déployés, il incombe aux autorités libanaises de surmonter le scepticisme national et international en choisissant des visages et des politiques crédibles pour le prochain gouvernement. La poursuite du copinage, de la corruption et de la complicité avec le Hezbollah mènera toujours vers le bas, tandis que la réforme, la responsabilité, la transparence et le recours aux institutions nationales, sans le Hezbollah, peuvent attirer le soutien nécessaire pour mener à un meilleur avenir, avec l'aide des États-Unis et d'autres ». Fin de citation, sans commentaire.

COUP D'ETAT VIRTUEL

Depuis la 15^{ème} édition de la *Conférence sur la sécurité* – organisée par l'IISS (*International Institute for Strategic Studies* de Londres), le 23 novembre à Manama, la capitale de Bahreïn - , le général Maroun Hitti (ancien responsable de la logistique de l'armée libanaise, actuellement conseiller militaire de l'ex-Premier ministre Saad Hariri), a expliqué que l'armée libanaise s'organise depuis plus de six mois dans la perspective d'un affrontement direct avec le Hezbollah. Après avoir longuement expliqué que le Liban partage les valeurs et « le mode de vie occidental », le général libanais a clairement laissé entendre qu'un véritable coup de force, sinon un coup d'Etat était en préparation afin de « réduire l'influence de l'organisation politico-militaire chi'ite » et l'influence de l'Iran sur le Pays du Cèdre... ».

Durant la même réunion, la ministre française des Armées Florence Parly s'est doublement inquiétée d'un « désengagement progressif et délibéré des Etats-Unis au Moyen-Orient » et d'une relative faiblesse de l'administration Trump face à l'Iran. « Quand l'attaque de navires est restée sans réponse, le drone a été abattu. Lorsque cela est resté à son tour sans réponse, d'importantes installations pétrolières ont été bombardées. Où est-ce que cela s'arrête ? Où

sont les stabilisateurs ? », s'est-elle interrogée. Elle s'est faite vertement recadrée par le général Kenneth McKenzie, chef du commandement central américain : « je ne suis pas d'accord avec cette théorie de l'abandon ou de la fuite ». Selon lui, la région « n'est probablement pas la plus grande priorité mondiale » mais elle « reste très importante pour les Etats-Unis ».

Les Etats-Unis comptent toujours quelque 60.000 soldats dans la région, y compris à Bahreïn, siège de la Vème Flotte. La base américaine d'Al-Oudeid au Qatar est la plus grande du Moyen-Orient. S'exprimant lui aussi à la conférence de Manama, le ministre des Affaires étrangères d'Arabie saoudite, Adel al-Jubeir, a estimé, pour sa part, que les Etats-Unis restaient « un allié très fiable ».

En conclusion de son intervention, Florence Parly a tenu à souligner que « notre politique se distingue de la politique américaine de 'plus de pression maximale' », faisant ainsi référence aux sanctions économiques croissantes de Washington contre Téhéran. Dire tout, son contraire et « en même temps »...

Considérant que notre pays ne pouvait pas rester les bras croisés, le sherpa du président Macron – Emmanuel Bonne, qui a été ambassadeur de France à Beyrouth – a envoyé à Beyrouth, la semaine dernière, Christophe Farnaud – le nouveau patron de la direction Afrique du nord/Moyen-Orient – ANMO – afin de faire le tour des popotes pour revenir sur Paris avec une vision plus claire des événements.

Le camp du « 8 mars » et plusieurs ONGs indépendantes ont dénoncé l'« ingérence française », organisant une manifestation devant l'ambassade de France pour réclamer la libération immédiate de Georges Ibrahim Abdallah, militant libanais pro-palestinien ayant purgé une longue peine de prison en France, mais toujours maintenu en détention à la demande des autorités américaines et israéliennes. Même l'ancien patron de la DST – Yves Bonnet – s'est prononcé pour sa libération. C'est dire ! La presse favorable au « 8 mars » a, largement relayé l'accusation d'un plan fomenté par Washington et Paris afin d'appuyer la « révolution » du « 14 mars » pour la formation d'un nouveau « gouvernement de technocrates », visant principalement à exclure tous ministres politiques, dont prioritairement ceux du Hezbollah.

L'AVENIR DE TOUS LES DANGERS

Malgré les dernières journées de protestation, qui ont vu encore une importante mobilisation et des blocages ponctuels de routes, il semble que le mouvement s'estompe. A voir... Par ailleurs, le général Joseph Aoun – le chef de l'armée – qui jusqu'à maintenant avait « laissé faire la rue », essuyant des critiques appuyées de la présidence de la République, a dû sortir de son silence pour dire clairement qu'il s'efforcerait de « rétablir l'ordre et la circulation ». Ce dernier est accusé d'être un pion de Washington qui lui aurait promis un « futur destin national », voire la présidence de la République.

Au Liban, le blocage des routes reste une affaire très « traumatique », puisque c'est par ce moyen que les différentes milices armées avaient fait basculer le pays dans une guerre civile qui a duré quinze longues années. A l'évidence, les Libanais n'ont pas envie de remettre le couvert et la dernière intervention du président Michel Aoun semble avoir calmé le jeu. Cela dit, la formation d'un nouveau gouvernement prendra du temps, d'autant que Saad Hariri, l'éternel PM démissionnaire (qui ne démissionne jamais), a répété « qu'il reviendrait sur son

grand cheval blanc », alors que dans le même temps, il pousse – lui aussi – ses partisans à couper les routes...

Comme l'affirme avec force, depuis des années, l'historien Georges Corm – qui a été ministre intègre de l'Economie -, les réponses à la crise actuelle ne peuvent se contenter de « replâtrages politiques de surface », mais appellent une « vraie rupture avec l'actuel système confessionnel », responsable de toutes les corruptions et la mise sur pied rapide « d'une véritable économie de production ». Cette rupture doit impérativement passer par un « changement institutionnel profond », sinon une « nouvelle constitution », qui permettrait de changer la loi électorale afin de pouvoir désigner députés et président de la République au suffrage universel.

La route est longue ! « Dans l'immédiat, il n'y aura pas de gouvernement, cette situation confuse et dangereuse pouvant s'éterniser durant plusieurs mois », explique un diplomate européen en poste à Beyrouth, « les gens vont continuer à subir toutes les difficultés de la vie quotidienne, tandis que les pressions financières américaines vont redoubler. A l'heure d'aujourd'hui, on ne peut quasiment plus retirer d'argent dans la plupart des banques du pays. Extrêmement volatile, la situation intérieure libanaise va perdurer dans une confusion extrême, tandis que les pressions américaines et européennes vont s'accroître sur l'Iran. Maintenant, nous entrons dans l'avenir de tous les dangers, y compris les plus irréversibles ».

A suivre comme le lait sur le feu... puisque les partisans d'un coup d'Etat au Liban n'hésitent pas – désormais – à s'afficher sans complexe et à visage découvert, revendiquant le soutien des Etats-Unis et des pays européens, dont la France... Quelle tristesse !

Bonne lecture malgré tout et à la semaine prochaine.

Richard Labévière

25 novembre 2019

¹ Les révolutions de couleurs ou révolutions des fleurs désignent une série de soulèvements populaires, soutenus par l'Occident, ayant causé pour certains des changements de gouvernement entre 2003 et 2006 en Eurasie et au Moyen-Orient : la révolution des Roses en Géorgie en 2003, la révolution orange en Ukraine en 2004, la révolution des Tulipes au Kirghizistan, la révolution en jean en Biélorussie et la révolution du Cèdre au Liban en 2005. Le livre de Gene Sharp – *De la Dictature à la Démocratie* -, véritable manuel de ces révolutions de couleurs a beaucoup circulé au Liban.